

SOCIOLOGIE DE LA CONJONCTURE, DE LA STRUCTURE ET DE LA DÉMOCRATURE AU BRÉSIL

Frédéric Vandenberghe

ESKA | « Problèmes d'Amérique latine »

2019/4 N° 115 | pages 129 à 144

ISSN 0765-1333

ISBN 9782747230773

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2019-4-page-129.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

VARIA

SOCIOLOGIE DE LA CONJONCTURE, DE LA STRUCTURE ET DE LA DÉMOCRATURE AU BRÉSIL

Frédéric VANDENBERGHE¹

Depuis la victoire de Jair Messias Bolsonaro aux élections présidentielles d'octobre 2018, tout a changé au Brésil. C'est une chose d'assister à la montée en force d'un mouvement populiste ; c'en est une autre chose de vivre sous un régime populiste qui a pris le pouvoir. Il y a un avant et un après. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi les discussions avec les collègues et amis anglais, américains, indiens ou turcs sont plus faciles que celles avec les amis français qui dansent sous le volcan. Il ne s'agit pas tant d'un populisme d'extrême-droite, comme on en trouve ailleurs, que d'une extrême droite populiste. Les renvois aux fascismes européens des années 1930 et à la dictature militaire des années de plomb (1964-1985) avec apologie de la torture sont constants.

En peu de temps, le Brésil est devenu un État voyou – plus proche de la Russie, de l'Inde et du Venezuela que de la Hongrie ou de la Pologne – avec les États-Unis au milieu du continuum populiste. Tandis que les autres pays ont eu besoin d'une décennie ou plus pour arriver où ils en sont, le Brésil, avec son régime présidentiel à l'américaine, est rapidement passé de la menace populiste à l'autoritarisme. Officiellement, il s'agit toujours d'une démocratie, mais le démontage insidieux de l'État de droit et les attaques

1. Professeur de sociologie à l'Institut de philosophie et de sciences sociales de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (IFCS-UFRJ). Une première version de ce texte a été présentée dans le Groupe de recherche sur le Brésil contemporain (GRBC) à l'EHESS à Paris en février 2020. Je remercie Afrânio Garcia et Waldir Lisboa Rocha pour leur invitation et Luc Boltanski pour son commentaire. Je suis également reconnaissant à Jean-François Véran, Dominique Vidal, Jaime Marques-Pereira, Artur Perrusi et Estevão Bosco pour leurs lectures et suggestions.

incessantes contre les intermédiations institutionnelles le rapprochent, cependant, dangereusement d'une « démocratie ».

Comme Trump, Bolsonaro (président sans véritable parti) est en campagne permanente. Avec ses provocations gratuites, ses insultes aux minorités, son racisme, sa misogynie, son homophobie, son anti-environnementalisme, son Corona-scepticisme et son autoritarisme, bref, avec son discours de haine et de violence, il domine l'agenda. Il n'y a pas une semaine sans provocation, sans scandale, sans escalade. « Sidération », voilà le terme qui convient encore le mieux pour décrire ce mélange de terreur, d'indignation et d'impuissance dont ses opposants font quotidiennement l'expérience.

Peu à peu, toutes les lignes rouges ont été franchies. L'Amazonie est en feu. Des idéologues sont au pouvoir. Bolsonaro organise et soutient ouvertement des manifestations putschistes. En pleine crise sanitaire, il nie la gravité du coronavirus, sabote activement le confinement, ferme le ministère de la santé et naturalise la mort. Comme dans un film d'horreur, on vit la dystopie réalisée : l'enfer démocratique, les militaires au gouvernement, la menace d'un coup d'État, l'accumulation des cadavres.

Que faire ? Quand le futur est bloqué, on ne peut pas invoquer la 11^e thèse sur Feuerbach. Mieux vaut reprendre le *18 Brumaire*. Au lieu de transformer la société, il faut prendre du recul pour analyser la situation. La clarté de l'analyse remplace en quelque sorte le plan d'action. Pour s'orienter dans les dédales de l'actualité, il faut articuler les temps de l'histoire (Braudel, 1969) – le temps court des événements (« l'histoire-bataille »), le temps moyen de la conjoncture (« le récitatif de la conjoncture ») et le temps long de la structure (« la longue durée ») – dans un seul récit qui est à la fois politique, social et systémique. C'est ce que j'essaierai de faire dans cet article. En insérant l'analyse de la situation et de la crise dans une analyse plus structurelle du changement systémique, je proposerai un diagnostic critique du temps présent (*Zeitdiagnose*). Je procéderai en trois temps : analyse de la conjoncture (1) ; sociologie de la crise (2) ; et, enfin, diagnostic du temps présent (3).

1. ANALYSE DE CONJONCTURE

Au Brésil, sans doute comme legs du marxisme, quand on veut parler de la situation politique, on propose une « analyse de la conjoncture »². Dans *Como se faz análise de conjuntura* ?, Herbert de Souza³ nous explique comment faire. De façon tout à fait didactique, il énumère les éléments de l'analyse (événements, scènes, acteurs, rapport de force). Nous utiliserons

2. Avritzer, L. (2019) *O pêndulo da democracia*. São Paulo, Todavia ; Safatle, V. (2017). Par exemple, *Só mais um esforço*. São Paulo, Três estrelas ; Souza, J. (2016) *A radiografia do golpe*. Rio de Janeiro, Leya.

3. Souza, H.J. (1984) *Como se faz análise de conjuntura*, Petrópolis, Vozes.

son schéma pour expliquer la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016, l'élection de Jair Bolsonaro en 2018 et l'hypercrise en 2020.

i Événements : Parmi la multitude des faits, il faut sélectionner ceux qui sont assez significatifs pour constituer un événement et marquent un *turning point* dans le récit d'un collectif. Si dans une perspective globale et géopolitique, on peut penser à 2001 (le 9/11), 2007 (la crise des *subprimes*), 2016 (l'élection de Trump) et 2020 (la pandémie), au Brésil, les temps forts de la politique sont 2013 (la révolte de Juin), 2016 (la destitution de Dilma), 2018 (l'élection de Bolsonaro) et 2020 (la Covid-19). A l'intérieur du cycle de détérioration du climat politique, depuis que Bolsonaro a pris ses fonctions le 1^{er} janvier 2019, on peut repérer d'autres épicycles qui ont marqué les esprits : l'incendie de la forêt amazonienne, les révélations de la connivence entre le juge Moro et les procureurs d'État, la sortie de prison de l'ex-président Lula, les menaces d'un retour possible à la dictature et la pandémie du coronavirus.

ii Scènes : Les scènes sont des arènes plus ou moins publiques où des décisions sont prises qui influencent les luttes et changent la trame de l'histoire. Comme le pouvoir politique est concentré à Brasília, les intrigues s'y jouent. La Place des Trois Pouvoirs rend visibles les scènes sur lesquelles les acteurs interviennent pour comploter (*l'impeachment* de Dilma) ou pour exercer un contre-pouvoir, freinant un tant soit peu la descente vers l'anarchie et le chaos.

À gauche, le palais présidentiel– le pouvoir exécutif avec Jair Bolsonaro, ses trois fils et ses ministres-phares : Sérgio Moro (justice) et Paulo Guedes (économie). Les tensions et les rivalités entre Bolsonaro et Sérgio Moro, le juge qui a condamné Lula pour ensuite devenir ministre de la justice, sont notoires et ont conduit à son limogeage. Au second étage du palais présidentiel, trois jeunes idéologues d'extrême-droite ont monté une cellule de propagande. Tout aussi troublions-putschistes que leur père, les fils de Bolsonaro (respectivement conseiller municipal, député et sénateur) font des déclarations à l'emporte-pièce. Des liaisons dangereuses relient la famille Bolsonaro, les milices paramilitaires et les tueurs à gage qui ont assassinés Marielle Franco, femme politique, sociologue, noire, lesbienne, devenue icône de la résistance.

Au milieu, les deux tours monumentales du Congrès National (Sénat et Chambre des députés) – le pouvoir législatif avec Rodrigo Maia, président de la Chambre des Députés, qui représente le « Grand Centre » (*Centrão*), fait passer les réformes économiques et bloque les propositions les plus autoritaires du gouvernement, notamment sur la libération du port d'armes, les restrictions sur la liberté de presse et le relâchement du confinement.

À droite, la cour suprême (STF) avec ses ministres dont chaque citoyen bien informé connaît maintenant les noms (Gilmar, Fux, etc.). Ils ne représentent pas tant la Constitution ; ils l'interprètent et la personnalisent avec des jugements spectaculaires (et télévisés). Ils fréquentent les cabinets politiques et donnent des entretiens à la presse. La Cour constitutionnelle

intervient lorsque l'État de droit est en danger ou, plus activement, quand Bolsonaro la menace de fermeture.

iii Acteurs : Les acteurs incarnent des idées, proposent des projets et défendent leurs intérêts collectifs. Ils agissent de façon stratégique pour influencer la politique. Ils sont organisés, forment des alliances de classe et représentent la base organique du pouvoir. Au Brésil, aujourd'hui comme dans les années 1960, ce sont toujours les mêmes acteurs qui ourdissent des complots contre les gouvernements de gauche et soutiennent des coups d'État, que ceux-ci soient civico-militaires comme au 20^e Siècle ou médiatico-parlementaires comme au 21^e Siècle : les médias, les marchés, les classes moyennes, les ruralistes, les églises, les juges et les militaires⁴. Il faudrait faire une analyse plus sérieuse des fractions de classe qui ont orchestré le coup d'État parlementaire en 2015 et conduit Bolsonaro au pouvoir en 2018. Celles que nous avons⁵ sont d'inspiration néo-gramscienne et renouvellent les analyses de Poulantzas et de Bourdieu.

Les médias sont oligarchiques. Une poignée de propriétaires contrôlent les journaux principaux (Globo, Folha de São Paulo, Estado de São Paulo). La chaîne Globo est un conglomérat de chaînes de télévisions, radios et journaux qui forment un empire dans l'État avec une capacité inouïe d'*agenda setting*, *priming* et *framing*. Au Brésil, tous les quotidiens de qualité défendent les intérêts du marché, autant dire leurs propres intérêts. De même, depuis le premier gouvernement de Lula, ils ont tous mis la corruption au premier plan. De fait, pendant quinze ans, le Journal National de Globo a saturé l'audience avec des révélations de scandales en série. Au-delà d'un antipétisme primaire, c'est toute la légitimité du système politique qui s'est trouvée compromise par un cynisme généralisé qui a fait le lit du populisme.

Les classes moyennes ont mal supporté que Lula, un travailleur manuel originaire du Nordeste, devienne président du pays. La montée des classes populaires et l'émergence d'une « nouvelle classe moyenne » qui avait, pour la première fois, accès aux biens de consommation a coïncidé avec le déclassement de la petite bourgeoisie⁶. Tout comme elles ont mal vécu la demande de réglementation des conditions de travail par les bonnes, elles ont mal vécu l'entrée des classes populaires, souvent noires, dans les espaces (comme les shoppings et les aéroports) qui leur étaient jusque-là réservés. Le ressentiment de classe moyenne explique, en partie, le vote pour l'extrême droite. Il faut, en effet, noter que, à la différence du « Trumpenprolétariat » américain, Bolsonaro a trouvé l'assentiment des bonnes classes moyennes

4. Santos, W.G. (2017) *A democracia impedida. O Brasil no século XXI*, Rio de Janeiro, FGV.

5. Souza, J. (2017) *A elite do atraso. Da escravidão à Lava Jato*, Rio de Janeiro, Leya ; Boito, A. (2018), *Reforma e crise política no Brasil. Os conflitos de classe nos governos do PT*, Campinas, Unicamp ; Boito, A. (2018), *Reforma e crise política no Brasil. Os conflitos de classe nos governos do PT*, Campinas, Unicamp.

6. Cardoso, A. (2020) *Classes médias e política no Brasil: 1922-2016*, Rio de Janeiro, FGV, 2020

qui se disent « libérales en ce qui concerne l'économie et conservatrices en ce qui concerne les mœurs ». Ce n'est qu'après, grâce au soutien des évangélistes, que le poujadisme brésilien s'est répandu vers « le peuple du bas ». On ne peut pas dire que tous ceux qui ont voté pour Bolsonaro soient fascistes. En revanche, il est sûr et certain que tous les fascistes ont voté pour lui.

Alors que le PT trouve ses origines dans le marxisme et la théologie de libération des Églises de base, la montée fulgurante des évangélistes a profondément changé le paysage de la religion. Les églises évangélistes de la troisième vague connaissent une énorme popularité parmi les classes populaires. Fondamentalistes dans l'esprit et né-pentecôtistes dans la pratique, les évangélistes sont conservateurs dans les mœurs. Comme le vote est obligatoire au Brésil, ils représentent une base électorale forte, facilement mobilisable par les partis néo- et théoconservateurs.

iv Rapport de force : Les relations entre les acteurs peuvent être de coexistence, de coopération ou de confrontation. Elles révèlent toujours des rapports de force, c'est-à-dire d'inégalité, de domination et de subordination. Au Brésil, on ne parle pas de rapport de force, mais on utilise la vieille expression soviétique de « corrélation de forces » pour indiquer les rapports de force et de faiblesse qui s'affrontent et se confrontent dans une épreuve de pouvoir. Depuis 2015, la corrélation de forces est tellement biaisée en faveur des vieilles et des nouvelles élites économiques, et au détriment des travailleurs, que les réformes économiques (réformes du travail, des retraites, de l'administration) retirent tout simplement les droits acquis des travailleurs. L'ultralibéralisme économique du gouvernement Bolsonaro continue le néo-libéralisme du gouvernement Temer. La nouveauté ne vient pas du libéralisme extrême – nous y reviendrons –, mais de son antimarxisme, son conservatisme, son autoritarisme aux relents fascistes. Comme au Chili sous Pinochet, c'est bien à une articulation de l'autoritarisme le plus pur et du néo-libéralisme le plus dure à laquelle nous sommes confrontés.

2. DÉSINTÉGRATION SOCIALE ET SYSTÉMIQUE

L'analyse de la conjoncture ne prend tout son sens que si l'on articule la conjoncture à la structure et interprète les événements, les scènes et les acteurs dans le cadre d'une analyse des transformations du système, et cela aussi bien au niveau international et géopolitique qu'au niveau national. Afin de ne pas déconnecter l'analyse des changements structurels (*Strukturwandel*) et culturels (*Kulturwandel*) du système d'une analyse plus conjoncturelle de l'action, il faut considérer la mutation du système comme résultat d'un mouvement social international qui a réussi au niveau national. De ce point de vue, comme Donald Trump, Bolsonaro apparaît comme leader d'un courant qui le porte tout autant qu'il le propulse et le radicalise. Comme ailleurs, le populisme active le schéma politique de l'opposition entre un « Nous » et un « Eux » qui transforme les adversaires

en ennemis du peuple⁷. Comme autrefois, l'extrême-droite a réactivé le vieux code de la Guerre Froide et mène maintenant une lutte à mort contre ce qu'elle nomme le « Communisme ».

La crise est à la fois systémique et sociale, structurelle et culturelle. La dégradation structurelle du système est le résultat contingent, en partie non-intentionnel, mais néanmoins organisé des forces sociales qui cherchaient à faire tomber à tout prix le gouvernement de Dilma Rousseff et à en finir avec le Lulo-pétisme. Dans leurs tentatives pour déstabiliser la social-démocratie, les critiques du PT ont, cependant, non seulement réveillé le démos, mais aussi déchaîné ses démons. L'élection de Bolsonaro est un accident de parcours. Comme celle de Trump, elle n'était pas prévue. Les acteurs sociaux qui tramaient la défaite de la présidente Dilma ont perdu le contrôle sur les événements.

Dans sa *Sociologie des crises politiques*, Michel Dobry⁸ montre brillamment comment les « mobilisations multisectorielles » conduisent à une hyper-politisation de la société. Celle-ci s'accompagne d'une dédifférenciation fonctionnelle du système. Mis sous tension, les secteurs, sous-systèmes ou champs de la société perdent leur autonomie. Au lieu de suivre leur propre logique autonome – les *Eigengesetzlichkeiten* de Weber – ils sont surdéterminés par une logique de guerre qui « surcode » les opérations des sous-systèmes. Commencé dans un sous-système, la contestation des principes de coordination du système se propage d'un sous-système, d'un champ, d'un secteur à l'autre.

Contrairement à ce que promettait Bolsonaro lorsqu'il montait son gouvernement, les décisions ne se font plus selon des critères techniques, mais selon des critères proprement idéologiques. Au nom d'une lutte métapolitique contre l'idéologie de gauche qui aurait infecté les secteurs de la société (à commencer par la culture, l'éducation, la santé, etc.), donc en inversant consciemment le vecteur du Gramscianisme, tous les domaines d'action sont politisés. Quand l'autonomie des sous-systèmes est abrégée, le défaut de différenciation fonctionnelle, constaté depuis longtemps par les Luhmanniens en Amérique Latine⁹, s'exacerbe et devient proprement pathologique.

Avec les mobilisations multisectorielles, la crise conjoncturelle change d'échelle et devient systémique. Suivant la distinction classique de David Lockwood¹⁰, reprise ensuite par Habermas, Archer et Mouzelis, entre

7. Schmitt, C. (2009) *La notion du politique*, Paris, Flammarion.

8. Dobry, M. (1992) *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Sciences Po.

9. Cadenas, H. et Mascareño, A. (2020) « Lineamientos para una sociología evolutiva de la diferenciación funcional en América Latina », *Sociología e antropología*, 10 (1), pp. 75-98.

10. Lockwood, D. (1964) « Social Integration and System Integration », in Zollschan, G. & Hirsch, W. (eds) *Explorations in Social Change*, pp. 244-256. London, Routledge.

« intégration sociale » et « intégration systémique », on peut radicaliser la perspective et caractériser la situation au Brésil en termes d'une double désintégration : sociale et systémique. L'intégration sociale a trait aux relations entre les personnes et les classes qui composent la société. Lorsqu'elle est faible, les conflits sociaux surmontent et mettent la société sous tension. La polarisation peut s'exacerber jusqu'au point où la société se divise et se fragmente en deux fractions irréconciliables qui partagent encore un même territoire et une même langue, mais plus les mêmes principes de jugement. Le compromis entre visions du monde devient impossible. A la limite, la tension peut conduire à la guerre civile.

Les nouvelles guerres culturelles sont déclenchées lorsque des auteurs d'extrême-droite qui lisent et connaissent les textes académiques de la gauche culturelle lancent une offensive tout-terrain contre le « marxisme culturel » – par quoi ils entendent toute théorie critique, de l'École de Francfort aux *Studies*, ou, comme le dit Olavo de Carvalho¹¹, le grand idéologue de l'extrême droite, du « holisme néocapitaliste de Fritjof Capra » au « projet gramscien de dévastation culturelle » qui vise à activement détruire la société par déconstruction des principes fondamentaux et des préceptes moraux (la religion, la propriété privée, la race, le genre) qui maintiennent les hiérarchies sociales et contribuent à la reproduction de la société.

Engagés dans une métapolitique néo-gramscienne, les agitateurs de droite recyclent le langage de la gauche pour le vider de l'intérieur et le retourner contre ceux qui critiquent le capitalisme et défendent les minorités. Lorsque les extrêmes inter(ré)agissent par provocation mutuelle, c'est toute la culture qui devient politisée. Il n'y a pas un élément de superstructure qui échappe au binarisme, à la polarisation et à la radicalisation. A la limite, tout (le langage, les gestes, les vêtements) devient signe de fracture et de dissociation.

3. DIAGNOSTIC DU TEMPS PRÉSENT

En suivant les préceptes de la théorie critique, l'analyse de la conjoncture et celle du dysfonctionnement systémique doivent être intégrées dans un diagnostic critique du temps présent (*Zeitdiagnose*) qui articule une théorie des crises du système avec une théorie des pathologies sociales. C'est ce que faisait à l'époque Jürgen Habermas¹² dans son ouvrage sur les problèmes de légitimité dans le capitalisme tardif. Je vais librement utiliser son modèle d'analyse pour suivre les crises dans leur déploiement temporel : de la crise économique et politique sous le second gouvernement de Dilma Rousseff (2015-2016), via la crise sécuritaire sous le gouvernement de Michel Temer

11. De Carvalho, O. (2014) *A Nova Era e a Revolução Cultural: Fritjof Capra & Antonio Gramsci*, São Paulo, Vide Editorial, p. 13.

12. Habermas, J. (1988) *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris, Payot.

(2016-2018), jusqu'aux crises écologique, sanitaire et militaire sous le gouvernement de Jair Bolsonaro (2019-2020). L'accumulation de toutes les crises dans un « hypercrise » configure une « tempête parfaite » qui conduit à l'effondrement du système¹³.

Crise économique

Jusqu'en 2015, le Brésil avait échappé aux séquelles de la crise financière de 2007-2008. Suite à l'effondrement des prix des matières premières, le pays est, cependant, entré dans la récession économique la plus longue et la plus profonde de son histoire. Face à la rétraction assez soudaine de la conjoncture, et en réponse à la « grève des investissements » par les patrons de l'industrie, la présidente Dilma Rousseff a abandonné la politique développementiste qu'elle avait pourtant promise de suivre pendant son second mandat pour implémenter une politique nettement plus libérale¹⁴. Cette politique a néanmoins échoué, d'autant que la mise en accusation des plus grosses corporations (Petrobras, Odebrecht et OAS entre autres) pour corruption commençait à atteindre les fondements de l'économie.

Suite à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, le gouvernement Temer a imposé une politique néo-libérale assez radicale. Sans appui de la population, suspect de malversations, le vice-président devenu président a cherché l'appui des marchés et gouverné non seulement sans le peuple, mais aussi contre lui. Ainsi, il a inscrit l'austérité dans la Constitution avec des plafonds automatiques pour les dépenses en éducation et la santé pour les prochaines vingt années. En récompensant financièrement les membres du législatif pour leur vote, il a également réussi à faire passer une réforme du travail qui a complètement changé le rapport de force entre le capital et le travail au profit du premier.

En nommant Paulo Guedes, un Chicago Boy qui a enseigné au Chili pendant la dictature de Pinochet, à la tête du ministère de l'économie, le gouvernement Bolsonaro ne continue pas seulement la politique néo-libérale du gouvernement Temer. Il indique clairement aux marchés qu'il poursuivra une politique de privatisations sans relâche et d'austérité sans pitié. Tout en utilisant la crise économique comme un puissant levier de la « déconstruction administrative de l'État » (Bannon), le déficit budgétaire devient une véritable arme politique.

La radicalité des réformes passées (du travail et de la retraite) et annoncées (administration et fiscalité) indique à mon avis que le Brésil est déjà sorti du néo-libéralisme classique. Si, à en croire Wendy Brown¹⁵,

13. Vandenberghe, F. (2020) « Demokratie in Brasilien. Ein Versuch in systematische Kollapsologie », *Leviathan. Berliner Zeitschrift für Sozialwissenschaft* (sous presse).

14. Singer, P., *op. cit.*, 2018.

15. Brown, W. (2006) « American Nightmare: Neoliberalism, Neoconservatism, and De-democratization », *Political Theory*, 34(6) pp. 690-714.

le « cauchemar américain » combine le néo-conservatisme et le néo-libéralisme, le cauchemar brésilien conjugue le théoconservatisme et l'anarcho-capitalisme dans une révolution conservatrice qui cherche à en finir avec la démocratie sociale. La hargne à l'encontre des acquis sociaux et le mépris affiché pour la démocratie révèlent une pointe de nihilisme qui vient tout droit de l'anarcho-capitalisme. Dans cette perspective, qu'on retrouve en toute clarté chez Nick Land¹⁶, un Deleuzien de l'*Alt-right*, le capitalisme et la démocratie sont incompatibles. Il faut choisir. Vue comme un système dégénératif de racket et de pillage qui, au lieu de protéger les forces vives contre les faibles, protège les faibles contre les forts, la démocratie n'a aucune valeur en soi. Autant l'abolir. Moins de démocratie, moins de redistribution et plus de croissance, voilà la formule du succès, selon Land.

Crise politique

La crise économique s'est déplacée du système économique au système politique qui, à son tour, a renforcé la crise économique. Le déclenchement d'une enquête judiciaire, dénommée « Opération Lava Jato » (« Opération Kärcher ») et dirigée par le juge Sérgio Moro, a révélé une série de scandales de corruption et mis en lumière un mécanisme criminel tentaculaire au cœur de l'État brésilien.

L'indignation sélective des médias a jeté le soupçon sur le Parti des Travailleurs¹⁷. Dans les manifestations de droite, des poupées géantes de Lula en tenue de prisonnier étaient visibles de loin. Le juge Moro qui a persécuté et condamné Lula est devenu un héros populaire. Au Brésil, la corruption des élites est générale, historique et systémique¹⁸. Elle touche tous les partis politiques à tous les niveaux. Du financement illégal des campagnes électorales jusqu'à l'enrichissement personnel des hommes politiques. Des personnalités de premier ordre ont été condamnées ou mises en accusation pour malversations de tout ordre. Tout indique que la destitution de la présidente Dilma Rousseff était motivée par une volonté d'arrêter, selon un mot d'un élu mis sur écoute, « la saignée » de la classe politique et la persécution juridique de ses dirigeants.

C'est dans ce contexte d'une crise aigüe de légitimation qu'il faut comprendre la montée fulgurante de Jair Messias Bolsonaro. Comme tous les mouvements d'extrême-droite qui l'ont précédé, la dénonciation de la corruption et la promesse d'en « finir avec tout ça » ont convaincu une partie des électeurs. Détruire la démocratie au nom d'un combat contre la corruption qui ronge le système est un classique des meneurs populistes.

16. Land, N. (2012) « *The Dark Enlightenment* »,

URL: <http://www.thedarkenlightenment.com/the-dark-enlightenment-by-nick-land/>

17. Souza, *op. cit.*, 2016 ; Grün, R. (2018) *Da pizza ao impeachment. Uma sociologia dos escândalos no Brasil contemporâneo*, São Paulo, Alameda.

18. Avritzer, L. *et al.* org. (2008) *Corrupção. Ensaios e críticas*, Belho Horizonte, UFMG.

Comme tous les gouvernements d'extrême-droite, le gouvernement de Bolsonaro pratique, stimule et nie la corruption. Protégé par son père, un de ses fils, Flávio, n'arrive pas à expliquer les emplois fictifs à l'assemblée de l'État de Rio de Janeiro et la distribution des salaires correspondants, y compris sur le compte de la première dame du Brésil.

Alors même que Bolsonaro a surfé sur la vague de popularité de l'opération Lava Jato, il accapare les instances de contrôle de la corruption (le Ministère public, la police fédérale, le parquet financier, etc.). La démission de Sérgio Moro, qui était devenu ministre de la justice, montre que la lutte contre la corruption n'était que rhétorique de campagne. Les négociations avec le Grand Centre, un conglomérat formé par des petits partis sans programme idéologique, mais toujours prêts à marchander, continue la vieille politique du donnant-donnant par de nouveaux moyens. La distribution de postes importants comme prébendes pour qu'ils le soutiennent en cas d'impeachment renouvelle les scories du pouvoir patrimonial dans un contexte autoritaire.

Crise sécuritaire

La cordialité et la violence sont deux caractéristiques culturelles complémentaires du Brésil. Si la première explique en partie l'absence de violence gratuite envers les étrangers, la seconde apparaît bien comme un héritage de l'esclavage. De nos jours, la séparation entre la *casa-grande* (la maison du maître) et la *senzala* (les quartiers d'esclaves), classiquement décrite par Gilberto Freyre¹⁹, réapparaît et se reproduit comme une division entre les quartiers chics (blancs et riches) et les favelas (pauvres et noires). La violence qu'on expose dans les médias n'est que la rencontre de ces deux mondes que tout sépare.

Dans les banlieues, la violence est endémique. La publication annuelle de *l'Atlas de la violence* ne laisse aucun doute : avec 60 000 morts violentes par an, le Brésil est un des pays les plus violents au monde (plus violent que la Syrie). Depuis la fin des années 80, le narcotrafic a pris le contrôle des favelas qui alimentent les enfants de la bourgeoisie. Des factions rivales sont engagées dans une course à l'armement et, occasionnellement, se font la guerre. Le Brésil est devenu un nœud du trafic international. Depuis les années 1990, les milices paramilitaires sont apparues dans les favelas. Formées par des policiers, militaires et pompiers délinquants, ils pratiquent l'extorsion, vendent des services illégaux (transport, gaz, télé à câble, etc.) et proposent leurs services de protection contre les gangs de trafiquants²⁰.

L'État ne contrôle pas les territoires et n'a pas le monopole de la violence. La crise économique a renforcé les illégalismes de toutes sortes. Les braquages de bars et de restaurants, les attaques à main armée, les vols

19. Freyre, G. (1998) *Casa-Grande & Senzala*, Rio de Janeiro, Editora Record.

20. Misse, M. (2018) « Violência, criminalidade & mais-valia », *Insight/Inteligência*, abril-junho, 21(81), pp. 65-84.

de marchandises transportées ont explosé. La corruption généralisée des « grands » a sans doute encouragé les « petits » à pratiquer le grand et le petit banditisme. Un sentiment d'insécurité générale s'est installé. C'est dans ce contexte de violence exacerbée que le président Temer a activé le dispositif constitutionnel de la Garantie de Loi et d'Ordre (GLO) et envoyé l'armée dans les rues et les bidonvilles de Rio de Janeiro.

Si Temer a ouvert la voie à une militarisation de l'ordre public, Bolsonaro s'y est engouffré. Dès son élection, Bolsonaro s'est entouré de militaires. Plus de 2 500 occupent désormais les plus hautes fonctions de l'administration. Aux policiers et militaires qui commettent des bavures en action, il promet l'impunité. Toujours dans le registre de la violence, il incite tout un chacun à s'équiper en armes et affiche une complaisance plus que douteuse envers les groupes paramilitaires.

Crise écologique

Le lundi 19 août 2019, vers 16 heures, le ciel de São Paulo s'est obscurci. Des nuages de fumée venant d'Amazonie se sont abattus sur la plus grande métropole de l'Amérique latine et l'ont plongée dans l'obscurité. Davi Kopenawa, le leader spirituel des indiens Yanomami, dit que le ciel lui est tombé sur la tête. Les incendies de la forêt de l'Amazonie sont d'origine criminelle. Ils ont été allumés par des éleveurs de bétail, de trafiquants de bois et de prospecteurs de métaux nobles qui se sont sentis « encouragés » par la politique du laissez-faire environnemental de Bolsonaro.

Climatosceptique et féroce anti-écologiste, il a refusé de signer l'accord de Paris contre le réchauffement climatique. Après avoir renoncé à son idée initiale de carrément abolir le ministère de l'environnement, il a nommé Ricardo Salles, un jeune politicien libéral lié aux ruralistes, pour assumer sa direction avec une mission destructive: démonter le programme de gouvernance environnementale et arrêter « l'industrie des amendes » qui limite le rayon d'action du développement du secteur agro-alimentaire, de l'industrie et de l'exploitation minière.

Répondant aux contre-feux internationaux, Bolsonaro prétend que les feux ont été allumés par des ONG, conteste les statistiques, insulte le président Macron en se moquant de son épouse. C'est la première grande crise de son gouvernement. Sa popularité plonge, mais fidèle à ses habitudes, il se radicalise en attaquant la gauche, la presse et la communauté internationale.

Le discours inaugural de Jair Messias Bolsonaro devant l'Assemblée générale de l'ONU n'a surpris aucun Brésilien. Sans surprise, sans subtilité et sans diplomatie, il introduit la post-vérité à l'ONU en niant de manière éhontée les évidences des images satellites des incendies, profane l'image des leaders indigènes de renommée mondiale, et récupère le discours postcolonial des minorités culturelles qu'il abhorre pour mieux affirmer le dogme souverainiste hérité du régime militaire: « intégrer pour ne pas livrer » (« *integrar para não entregar* »), soit intégrer l'Amazonie au territoire

et la développer en exploitant ses ressources pour ne pas la soumettre à la communauté internationale.

Crise sanitaire

Nostalgique de la dictature, Bolsonaro pratique le négationnisme historique. En attisant le feu en Amazonie, il pratique aussi le négationnisme climatique. En traitant la Covid-19 comme une « grippette » et en manipulant les statistiques des victimes de la pandémie, il pratique encore et toujours le négationnisme scientifique. En effet, dès l'arrivée de la pandémie au Brésil, il minimise les risques de la pandémie, vitupère contre les grands médias et les accuse de fomenter une « véritable hystérie ». Sans masque et sans pratiquer les gestes barrière, il se balade dans les rues, provoque des attroupements et multiplie les bains de foule en s'adressant à des manifestants d'extrême droite qui le soutiennent et demandent une intervention militaire.

Le 24 mars, Bolsonaro prononce un discours fatidique, le « discours de la mort », totalement irresponsable et criminel. Contrariant toutes les consignes officielles de l'Organisation Mondiale de la Santé et de son propre ministre de la santé, il appelle à la levée immédiate du confinement. En alléguant que la crise économique est bien plus mortifère que la crise sanitaire, que le pays ne peut et ne doit pas s'arrêter, que la Covid-19 touche uniquement les personnes âgées, il affirme que Dieu et la chloroquine vont sauver le pays. Il exige la levée du « confinement de masse ».

La réponse des hauts responsables de la République, des gouverneurs des États de la Fédération, des maires et de la société civile est immédiate : il faut maintenir la politique du confinement et suivre les directives de l'OMS. Il faut, bien sûr, développer une politique intelligente qui agisse à la fois sur le virus et sur l'économie, mais la proposition de Bolsonaro de lever immédiatement le confinement pour tous, à l'exception des catégories à risque (« confinement vertical »), pour remettre l'économie en marche à tout prix n'est pas jugée raisonnable. Le pacte fédératif commence à se déchirer. Quiconque s'oppose au déconfinement, à commencer par les gouverneurs des États de São Paulo et de Rio de Janeiro, est alors considéré par le gouvernement comme un ennemi.

En pleine pandémie, le président limoge son ministre de la santé qui tentait, bon gré mal gré, de suivre les directives de l'OMS. Le ministre sera remplacé par un administrateur du secteur privé qui sera mis sous tutelle d'un militaire. Trois semaines après, ce ministre démissionne lui aussi, son allégeance au président n'allant pas jusqu'à cautionner la chloroquine qui borne l'horizon sanitaire de Bolsonaro. Il sera remplacé par un militaire.

Le président sabote activement le confinement. Il veut remettre tout le monde au travail et déconfiner le pays avant l'heure pour remettre l'économie en marche. Il lance une campagne visant à « libérer » la population des affres de l'isolement. La mort des autres le fait ricaner, lui dont le geste le plus emblématique est le revolver pointé sur sa victime imaginée. « Et

alors ? Je regrette. Que voulez-vous que j'y fasse ? » Tel Néron face à Rome, il regarde l'épidémie flamber.

Malgré une sous-estimation systématique de 90% des victimes et des morts de la Covid-19, le Brésil devient l'épicentre de la contagion mondiale. Les hôpitaux de Manaus, Belém, Fortaleza, Recife, Rio de Janeiro et São Paulo sont saturés. Juste avant d'atteindre « le pic » et sans ne jamais avoir pratiqué le confinement, sous la pression des entrepreneurs et des commerçants, les grandes villes commencent à déconfiner la vie sociale. Les chiffres sont affolants, comme s'ils étaient pris dans une course macabre avec les États-Unis.

Crise militaire

La pandémie, doublée d'une crise économique, politique et constitutionnelle, mène à une crise de rationalité exacerbée qui rend le système ingouvernable. La désagrégation du système ne touche pas seulement le monde de la vie, comme l'avait prévu Habermas, mais le transforme en monde de la mort. En radicalisant ses positions, Bolsonaro s'enferme dans un anti-confinement politique dont il veut manifestement tirer parti pour provoquer une rupture constitutionnelle. Le coronavirus, voilà l'occasion ! Le 19 avril, devant le QG des militaires à Brasília, il galvanise une foule de partisans putschistes qui demandent la fermeture du Congrès et du Tribunal Suprême Fédéral qui limitent le pouvoir exécutif.

Depuis lors, le spectre d'un coup d'État n'a plus disparu de la scène. Les anciens ministres de la défense, tous gouvernements confondus, lancent un appel solennel aux forces armées pour qu'elles restent dans leurs casernes. Le fait que les militaires ne se soient toujours pas clairement positionnés est pour le moins préoccupant. Dans le bras de fer entre le pouvoir exécutif, d'une part, qui menace d'activer l'article 142 de la Constitution qui autorise une intervention de l'armée, et les pouvoir législatif et judiciaire, d'autre part, qui ouvrent des procès qui pourraient conduire à la destitution du président, l'armée agit comme s'il était un quatrième pouvoir qui peut maintenir l'ordre institutionnel, alors même que la Constitution ne lui reconnaît pas cette fonction. La société civile commence elle aussi à s'organiser dans des manifestes qui appellent à un sursaut démocratique et dans des manifestations anti-fascistes.

Entretemps, Bolsonaro perd sa caution morale : on l'a dit, le fameux Sérgio Moro, ministre de la Justice, démissionne. Car cet ancien juge qui avait condamné le président Lula à la prison et ainsi ouvert la voie à l'élection de Bolsonaro, refuse la mainmise de la Police Fédérale de Rio de Janeiro que le président veut lui imposer pour protéger ses fils qui sont impliqués dans des affaires criminelles en relation avec le sous-monde des milices paramilitaires et des brigades d'agit-prop sur Internet. Pour prouver ses accusations, Moro demande et obtient la diffusion de l'enregistrement d'une réunion ministérielle ayant eu lieu fin avril. La vidéo montre les entrailles du gouvernement. Ce qui choque, ce n'est pas seulement le manque de

bienséance et l'usage d'un langage cru, truffé de gros mots, mais surtout le fait que Bolsonaro et ses ministres les plus idéologiques se comportent comme une bande de délinquants, plus préoccupés par fomenter une guerre culturelle que par le combat contre la pandémie.

Bolsonaro ouvre la séance avec une déclaration péremptoire : le pays vit déjà sous la « dictature » du confinement et fait un appel à la désobéissance civile : « Je veux que tout le monde soit armé ! Un peuple armé ne tombera jamais sous l'esclavage ». Les ministres de l'éducation et des droits humains renchérissent, l'un en suggérant qu'il faut mettre en prison les juges de la Cour suprême, l'autre en visant plutôt les gouverneurs des États et les maires qui restreignent la liberté de mouvement. Le ministre de l'environnement veut profiter de la focalisation médiatique sur la crise sanitaire pour faire passer en vrac une série de mesures « infra-légales » qui flexibilisent le code de l'environnement.

Après 500 jours de gouvernement, le masque est enfin tombé sur un projet de chaos cohérent, conséquent et tout à fait lisible. Comme chez Hamlet, il y a de la méthode dans la folie²¹. Remarquons toutefois que le président lui-même n'est nullement fou, même si ses ministres, ses fils et ses partisans paraissent parfois hallucinés. La pandémie n'aura finalement que révélé et potentialisé une nécropolitique systématique. Bolsonaro sait qu'un jour il sera inculpé et condamné pour « écocide » (l'Amazonie en feu), « populicide » (la Covid-19) et « ethnocide », voire même génocide, car s'il met à jour son projet de colonisation de l'Amazonie, la destruction des peuples indigènes – si tant est qu'ils survivent à la Covid-19 – sera inévitable. Peut-être est-ce même parce qu'il se sait perdu qu'il se permet toutes les outrances et hâte le pas vers le chaos.

CONCLUSION

Depuis le premier coup d'État parlementaire (*l'impeachment* de Dilma) jusqu'à un possible second coup d'État (en cours, mais il peut encore échouer), la désintégration sociale (la polarisation asymétrique) et la désintégration culturelle (les guerres culturelles) se sont intensifiées au point de provoquer une désintégration systémique de la société. Au fur et à mesure que le dysfonctionnement s'est répandu d'un sous-système à l'autre, la « contre-finalité » des institutions s'est généralisée. Le ministère de la santé rend malade, tue et fait « disparaître » les morts des statistiques officielles. Le ministère de l'écologie favorise l'agro-business et l'industrie d'extraction minière et détruit l'environnement. Le ministère de l'éducation considère les universités non pas comme des centres de recherche, mais d'endoctrinement et retire tous les financements aux sciences sociales et humaines. Au lieu d'entretenir des bonnes relations diplomatiques, l'Itamaraty attaque ses voisins et ses principaux partenaires commerciaux (la

21. Nobre, M. (2020) *Ponto-final. A guerra de Bolsonaro contra a democracia*, São Paulo, Todavia.

Chine avant tout, mais aussi l'Union Européenne). Avec la « fermeture » des ministères de la santé, de l'environnement, de l'éducation, de la culture, des droits humains et des affaires étrangères, les sous-systèmes de la société sont accaparés par l'idéologie bolsonariste et s'effondrent. Lorsque des militaires sont nommés pour les diriger, les ministères se transforment en « milistères » qui exécutent de façon professionnelle le projet polémologique du gouvernement. Désormais, le Brésil est confronté à une « hypercrise » qui condense toutes les crises antérieures en une seule qui conduit à l'effondrement du système. Tout le monde s'attend à un événement catastrophique qui achève d'un coup le régime, mais il vaut mieux penser l'effondrement non pas comme événement, mais comme processus.

A l'heure actuelle (fin juin), la situation est indéterminée et la conjoncture « fluide »²². Toute prévision est hasardeuse. Dans l'esprit des analystes de la conjoncture, trois scénarii se dessinent : impeachment, dictature, guerre civile.

1) *Retour à la normalité* (scénario Fernando Collor) : Dans un dernier sursaut républicain, les pouvoirs législatifs et judiciaires s'unissent et, fortement appuyés par les médias et la grande majorité de la population (« Nous sommes les 70% »), Bolsonaro tombe, soit par impeachment, soit par annulation rétroactive des élections présidentielles. Dans le premier cas, le Général Mourão, l'actuel vice-président, devient président ; dans le second cas, on entre dans une nouvelle campagne électorale. L'explosion des cas de Covid-19 finit par complètement délégitimer l'extrême-droite. D'immenses manifestations remplissent les rues et, comme le Parti des Travailleurs l'a été en 2018, l'extrême-droite est complètement vaincue et humiliée. Ayant échappé de justesse à un lynchage sur la place des Trois Pouvoirs à Brasília, Bolsonaro est transféré au Tribunal International Pénal de La Haye, tandis que ses fils sont condamnés pour association criminelle avec les milices de Rio de Janeiro. L'aventure populiste se termine et, suite à un « grand accord » entre les classes dirigeantes (les entrepreneurs, les grands propriétaires, les forces armées), le système retourne à la normale avec un gouvernement de droite qui essaie de gérer toutes les crises que l'aventure bolsonariste lui a léguées, sans vraiment les résoudre et, surtout, sans prendre le problème de l'inégalité à la racine. Une autre décennie est perdue.

2) *Coup d'État* (scénario Hugo Chavez) : Le coup d'État a déjà eu lieu, selon certains analystes et militants. Avec dix militaires dans le gouvernement, les forces armées sont déjà au pouvoir et contrôlent le pays. Malgré son comportement erratique et ses dérapages de plus en plus fréquents, Bolsonaro est sous la tutelle de l'armée. Ce ne sont pas les militaires qui se sont embarqués dans l'aventure d'un coup d'État à l'ancienne, mais c'est Bolsonaro qui s'est laissé embarquer dans un gouvernement de militaires²³ qui n'ont jamais tout à fait accepté le retour à la démocratie et qui ont

22. Dobry M., *op. cit.*, 2004.

23. Ferraz, R. (2020) « *Bolsonaro tem papel de 'causar explosão' para permitir ação 'reparadora' de militares, diz antropólogo* », *BBC News Brasil*, le 7 juin.

été amnistiés pour les crimes commis pendant la dictature. Dans cette perspective, l'impeachment de Bolsonaro ne pose pas tant de problèmes. En cas de destitution, son vice-président, le Général Mourão arrive institutionnellement au pouvoir et on reste bien dans les scénarios des coups d'État du 21^e siècle – sans chars dans les rues, mais avec un gouvernement autoritaire qui maintient la Constitution, tout en détruisant peu à peu les intermédiations institutionnelles (la Cour suprême, le Congrès et la presse) qui fonctionnent comme des garde-fous de l'autoritarisme de l'intérieur. En invertissant les signes du spectre politique, le Bolsonarisme serait ainsi un Chavisme de l'extrême-droite. En cas d'annulation rétroactive des élections par le Tribunal de la Justice Électorale, en revanche, on peut s'attendre à un passage brusque de la démocratie à la dictature.

3. *La guerre civile* (scénario de l'Ukraine) : L'élection de Bolsonaro a libéré tous les démons. La violence n'est pas seulement verbale. Les armes circulent déjà – parmi les militaires, les milices et les groupuscules néo-fascistes. Une partie des militaires soutiendra Bolsonaro coûte que coûte. La police militaire qui devrait suivre les ordres des gouverneurs des États fédérés est pleinement alignée sur le discours du président. Les milices, ces associations maffieuses de racket, se sont infiltrés dans l'État au niveau de la politique locale, et avec le clan Bolsonaro, également au niveau national. L'État-mouvement qui se radicalise est un État-milice. Et puis il y a aussi des groupuscules néo-fascistes non seulement sur Internet, mais aussi dans les manifestations putschistes. C'est le scénario de l'Ukraine où, suite aux manifestations de 2013-2014, des formations paramilitaires ont engagé des combats de rue avant d'entrer au parlement.

Quoi qu'il arrive, comme tous les autres pays, le Brésil devra faire face aux effets sociaux, économiques et politiques de la pandémie. En donnant le mauvais exemple, le pays indique en toute sa brutalité ce que le « monde d'après » pourrait bien devenir si Donald Trump gagnait les élections présidentielles américaines.